

---

Événement ResiliArt x Mondiacult :  
**Les infrastructures culturelles peuvent-elles être des moteurs de  
l'action pour le climat axée sur l'humain ?**

1<sup>er</sup> Mars 2022

**Une provocation**

Préparée par Andrew Potts pour le Climate Heritage Network et la campagne Culture2030Goal. Cette Provocation se veut un effort pour, en partie, appliquer au contexte des politiques culturelles certaines des idées avancées dans le document « Three Decades of Climate Mitigation: Why Haven't We Bent the Global Emissions Curve? »<sup>1</sup>. L'auteur remercie l'auteur principal de cet article, Isak Stoddard, étudiant en doctorat au département des sciences de la terre, des ressources naturelles et du développement durable de l'Université d'Uppsala pour ses suggestions et les sources qu'il a partagées, notamment les travaux d'Isabelle Stengers. Plusieurs des idées ici développées sont adaptées de : Potts, Andrew (2021) « Le rôle de la culture dans le développement résilient au changement climatique », rapport n°10 de la Commission Culture de CGLU et Climate Heritage Network (groupe de travail 5), Barcelone, 5 novembre 2021. L'auteur remercie également CGLU pour l'aide fournie dans la rédaction de ce document.

Cette Provocation a été préparée pour enclencher les dialogues à l'événement ResiliArt, qui se tiendra le 1<sup>er</sup> mars 2022, en vue de formuler des propositions à la [Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable - MONDIACULT 2022](#), qui aura lieu en septembre 2022. Mondiacult entend être une « une nouvelle réflexion sur les politiques culturelles pour relever les défis mondiaux et définir les priorités immédiates et futures. »

Dans son discours de la « Culture circulaire », prononcé lors du Sommet Culture de CGLU 2021, Tunç Soyer, le maire d'Izmir, a soutenu qu'une économie sans culture était ce qui nous avait donné le changement climatique.<sup>2</sup> Une phrase provocatrice, qui mérite d'en débattre. Allons plus loin et demandons-nous : si l'économie sans culture nous a donné le changement climatique, que nous donnera une planification de l'action climatique qui ne tient pas compte de la culture ? Si M. Soyer a raison, que peut-on dire des politiques culturelles qui ont détourné leur regard de leur lien au changement climatique ?

Ces questions qui touchent à l'efficacité des politiques culturelles comme des politiques climat sont d'une extrême urgence. Six ans après l'adoption de l'Accord de Paris en 2018, le monde est encore dangereusement bien loin d'avoir atteint les cibles fixées.<sup>3</sup> La fenêtre d'action du « maintien à 1,5 degré » est en train de se refermer. Et pourtant, les dimensions culturelles du changement climatique continuent inlassablement d'être exclues de la planification de l'action climatique, malgré les efforts grandissants pour inverser ce paradigme.<sup>4</sup>

L'actuelle planification de l'action climatique tend à être dominée par des formes technocratiques de

---

<sup>1</sup> Voir ci-après, note 5

<sup>2</sup> Tunç Soyer, maire d'Izmir, [discours d'ouverture](#) au Sommet Culture de CGLU 2022 à Izmir, Turquie, 9 septembre 2021 (« Il n'y a pas de science sans culture. Si c'est le cas, cela crée une bombe atomique. Il n'y a pas d'économie sans culture. Si c'est le cas, il y a la faim, il y a l'inégalité, il y a la crise climatique. Il n'y a pas de politique sans culture. Si c'est le cas, il y a des guerres, il y a des destructions. Il n'y a pas d'urbanisme sans culture. Si c'est le cas, il y a des inondations, il y a des catastrophes. Par conséquent, nous ne pouvons pas construire un avenir sans définir une culture différente. »)

<sup>3</sup> Programme des Nations unies pour l'environnement (2021). Rapport 2021 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions : Ça chauffe. Un ensemble de promesses pour le climat non tenues. Nairobi.

<sup>4</sup> Voir par exemple : « [Accelerating Climate Action through the Power of Arts, Culture and Heritage: A COP26 Manifesto on Keeping 1.5° Alive, Climate Heritage Network 2021](#) », consulté le 20 février 2022.

modélisation et d'analyse de rentabilité. Dans un article marquant publié juste avant la COP26, les auteurs Isak Stoddard, Kevin Anderson et al. ont caractérisé la planification générale de l'action climatique comme ayant tendance à :

Prioriser les solutions à grande échelle, simples du point de vue technologique et fondées sur les marchés, généralement incapables de saisir les facteurs moins faciles à modéliser ou à quantifier. Les aspects systémiques, incertains ou contestés – ayant souvent à voir avec les problèmes sociaux, politiques et éthiques et les compromis entre différentes mesures d'atténuation – sont plus susceptibles d'être exclus. En conséquence, bien que les produits des modèles soient censés être exploratoires plutôt que normatifs, ils ont tendance à mettre en avant une série rétrécie d'options technologiques pour la réduction des émissions, avec habituellement très peu de représentation des changements de plus grande envergure des structures socio-économiques.<sup>5</sup>

À la Conférence sur le climat 2021 de l'ONU (COP26), alors que « Journée de l'alimentation » célébrait les cultures d'OGM et la viande produite en laboratoire, les délégués étaient incapables de consensus sur l'inclusion du mot « agroécologie » dans le plan de travail pour l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture de la CCNUCC.<sup>6</sup> La « Journée des transports » s'est davantage intéressée aux véhicules électriques plutôt qu'aux déplacements à pieds ou à vélo voire à l'aménagement du territoire en général ; par exemple, les modèles traditionnels d'établissements urbains, qui permettent depuis des siècles un transport émetteur de faibles niveaux de carbone. La « Journée de la construction » s'est attachée en grande partie aux constructions nouvelles, aux bâtiments « verts » ; les édifices existants et plus anciens ayant été principalement abordés comme un problème qui doit être résolu au moyen d'interventions technologiques rapides.

Au cœur de la plupart des discussions de la COP26 se trouvait la neutralité carbone (« Net Zero »), un concept qui suscite de plus en plus de scepticisme, car il est fondé sur l'idée que nous pouvons continuer d'émettre du carbone aujourd'hui et compter à l'avenir sur des solutions techniques dont l'efficacité n'a pas été prouvée, pour extraire le carbone de l'atmosphère.<sup>7</sup>

### **Comment les infrastructures culturelles peuvent-elles être des moteurs de l'action pour le climat axée sur l'humain ?**

Tenir compte des dimensions culturelles du changement climatique et des conditions culturelles propices à l'action pour le climat permettrait-il d'améliorer la politique climatique ? Il y a tout lieu de croire à une réponse affirmative à cette question.<sup>8</sup> Comment alors les infrastructures culturelles (y

<sup>5</sup> Isak Stoddard, Kevin Anderson, Stuart Capstick, Wim Carton, Joanna Depledge, Keri Facer, Clair Gough, Frederic Hache, Claire Hoolohan, Martin Hultman, Niclas Hällström, Sivan Kartha, Sonja Klinsky, Magdalena Kuchler, Eva Lövbrand, Naghme Nasiritousi, Peter Newell, Glen P. Peters, Youba Sokona, Andy Stirling, Matthew Stilwell, Clive L. Spash, Mariama Williams, « [Three Decades of Climate Mitigation: Why Haven't We Bent the Global Emissions Curve?](#) », *Annual Review of Environment and Resources* 46:1 (2021): 653-689, consulté le 20 février 2022.

<sup>6</sup> Aruna Chandrasekhar et Giuliana Viglione, « [COP26: Key outcomes for food, forests, land use and nature in Glasgow](#) », *CarbonBrief*, 17 novembre 2021 (« L'un des principaux points de blocage des négociations de Koronivia à la COP26 était la proposition d'inclure "agroécologie" - un terme qui englobe un éventail varié de pratiques agricoles avec une focalisation sur l'équité et la préservation des écosystèmes »).

<sup>7</sup> James Dyke, Robert Watson, Wolfgang Knorr, « [Climate scientists: concept of net zero is a dangerous trap](#) », *The Conversation*, 22 avril 2022 (« Malheureusement, dans la pratique, la [neutralité carbone] continue de faire croire à un sauvetage par la technologie et affaiblit le sentiment d'urgence de la nécessité de juguler les émissions dès maintenant »).

<sup>8</sup> Groupe de travail d'ICOMOS sur le changement climatique et le patrimoine culturel. 2019. [L'avenir de notre passé : Engager le patrimoine culturel dans l'action pour le climat](#), 1<sup>er</sup> juillet 2019. Paris, ICOMOS ; Julie's Bicycle. 2021. [Culture: The Missing Link to Climate Action](#), rapport de synthèse, octobre 2021; « Bridging the gap – the role of equitable low-carbon lifestyles, » Capstick, S. et al. In : PNUE (2020). Rapport 2018 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions. Programme des Nations unies pour l'environnement, Nairobi. 75 (les changements dans les normes sociales et

compris les politiques culturelles) pourraient-elles être exploitées pour piloter une action et une politique climatiques plus efficaces ? Pour déboucher sur des approches axées sur l'humain, qui abordent les structures socio-économiques qui sous-tendent les crises climatiques et de la biodiversité ?

Il peut être utile d'examiner tout d'abord pourquoi les voix des arts, de la culture et du patrimoine n'ont pas encore été acceptées jusqu'ici au sein des processus de la planification de l'action climatique. Dans une certaine mesure, cela peut s'expliquer par le rejet du caractère transgressif de certaines interventions culturelles de la part des planificateurs technocratiques de l'action climatique. Cela vient peut-être également de la nature qualitative du constat culturel, en désaccord avec les approches quantitatives favorisées dans la politique climatique.<sup>9</sup>

Dans d'autres cas, en revanche, il se peut que la politique culturelle n'ait pas été située de façon convaincante au sein des cadres du changement transformatif, les trajectoires des 1,5 et 2 degrés qui sont les objectifs officiels de la plupart des politiques climatiques. En effet, la discontinuité associée aux transitions « rapides et profondes »<sup>10</sup> annoncées par le GIEC comme nécessaires pour atténuer les pires impacts du changement climatique et le bouleversement culturel qu'elles présagent, sont vraisemblablement en discordance avec certains des objectifs centraux de la politique culturelle (essentiellement la politique liée au patrimoine culturel), notamment les notions de continuité, conservation, préservation et sauvegarde.

Pour faire face à cette question, il faut commencer par reconnaître que la culture peut être tout autant une part du problème du changement climatique qu'une part de la réponse qui doit y être apportée. La Révolution industrielle a démarré au début du 18<sup>e</sup> siècle ;<sup>11</sup> la transformation et la violence forgées par l'Anthropocène se déploient maintenant depuis des centaines d'années. Nombre de traditions, cultures et croyances – tout du moins dans les sociétés contemporaines et industrielles – sont profondément enchevêtrées dans les énergies fossiles et les systèmes extractifs et coloniaux qui les accompagnent. Tant et si bien que nombre de pratiques culturelles et modes de vie depuis des générations dans les pays industrialisés et en voie d'industrialisation peuvent être qualifiés de « pétrocultures »<sup>12</sup> et leurs paysages urbains, banlieues et zones périurbaines de « paysages carbonés ».<sup>13</sup>

Cette réalité peut aider à expliquer pourquoi les décideurs des politiques climatiques ont tardé à s'intéresser activement aux dimensions culturelles du changement climatique et de l'action pour le

---

culturelles sous-jacentes sont plus difficiles à accomplir que les changements de comportement temporaires, mais une fois établis, ils sont plus susceptibles de durer et de soutenir un éventail plus élargi de styles de vie à faibles émissions de carbone).

<sup>9</sup> Pour une discussion d'ordre général à ce sujet, voir la précédente note 7, ICOMOS, L'avenir de notre passé, page 2, soulignant le travail d'Adger et al. (Adger, W., Barnett, J., Brown, K. et al.) [Cultural dimensions of climate change impacts and adaptation. Nature Climate Change 3](#) (2013) : 3112–17).

<sup>10</sup> GIEC, 2018 : Résumé à l'intention des décideurs. In : Réchauffement planétaire de 1,5 °C, Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté. [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, et T. Waterfield (éds.)]. Organisation météorologique mondiale, Genève, Suisse, 32 pages.

<sup>11</sup> N. Abram, H. McGregor, J. Tierney et al., « [Early onset of industrial-era warming across the oceans and continents](#) » *Nature* (2016): 411–418.

<sup>12</sup> *Petrocultures: Oil, politics, culture*, Sheena Wilson, Adam Carlson, et Imre Szeman, éds (McGill-Queen's Press- MQUP, 2017).

<sup>13</sup> H. Haarstad et Tl. Wanvik, « Carbonscapes and beyond: Conceptualizing the instability of oil landscapes », *Progress in Human Geography*, 41(4) (2017): 432-450, doi:10.1177/0309132516648007 (« Les villes et leurs banlieues aux styles de vie basés sur les voitures sont paradigmatiques de la dépendance au pétrole et de l'inertie (Huber, 2013). Toutefois, les modes urbains sont également sujets à des changements rapides ; les modes urbains en apparence inertes peuvent être modernisés, convertis et ébranlés »).

climat – au tout du moins au « secteur de la culture ». Ces décisionnaires comprennent que les pétrocultures, y compris les cultures de la consommation et de la production non durables, sont des causes du changement climatique. En même temps, ces décisionnaires ne connaissent souvent pas ou pas bien les façons dont la culture pourrait faire partie de la réponse au changement climatique. L'absence de méthodologies pour distinguer facilement l'un de l'autre pourrait expliquer pourquoi les décisionnaires ont mis du temps à adopter des conceptions – néanmoins encore peu nuancées à ce stade – de « la culture en tant que solution face au changement climatique ».

L'exception pouvant être la culture des Peuples autochtones (et dans une moindre mesure celle des « communautés locales » – un concept parallèle que l'on retrouve dans les politiques climatiques). Les décisionnaires de l'action internationale pour le climat incluent de plus en plus, au moins de façon superficielle, des références aux cultures des Peuples autochtones dans les cadres de l'action climatique.<sup>14</sup> Ceci est un résultat direct du plaidoyer concerté des groupes de Peuples autochtones. Les Peuples autochtones ont déjà expérimenté les transformations de leurs sociétés provoquées par les systèmes économiques extractifs et la violence coloniale. S'appuyant sur ce vécu, leur plaidoyer en matière de politique climatique a systématiquement mis en avant la menace actuelle d'extinction culturelle.

Ce plaidoyer est renforcé par les preuves irréfutables<sup>15</sup> que les cultures autochtones (se distinguant des cultures « occidentales ») s'harmonisent bien avec l'action pour le climat. Cet extrait d'un article de *Scientific America* illustre bien ce propos :

... nombre de communautés autochtones et locales ont tendance à avoir une relation de réciprocité avec la nature, plutôt que de considérer que la nature existe au service des humains – comme la majorité des cultures occidentales envisage les choses. « Les institutions, les valeurs culturelles, les modes de vie et la façon dont nous considérons la nature elle-même comme étant [inséparable] de notre vie sociale et notre identité sont ce qui crée un point de vue différent de ce qu'il faut utiliser, de comment l'utiliser et la façon dont gérer les compromis dans l'utilisation », déclare le Dr Eduardo Brondizio [co-président de l'IPBES]. Comme le fait remarquer la Professeure Pamela McElwee, « Même si nous ne le reconnaissons pas, l'eau que nous buvons, l'air que nous respirons, la nourriture que nous produisons, tout dépend d'écosystèmes en bonne santé. C'est une leçon que nous pouvons apprendre auprès des peuples autochtones et des communautés locales qui le savent déjà, et qui préservent et gèrent activement les terres ».<sup>16</sup>

Autrement dit, les valeurs culturelles autochtones sont en harmonie presque totale avec les objectifs de l'élaboration des politiques climatiques, tandis que l'implication active de la part des décisionnaires dans la culture des zones industrialisées pourrait requérir beaucoup plus de nuances et de fait des oppositions – un travail qui n'a pratiquement pas été fait par les défenseurs de la culture.

À quel moment la culture fait donc partie de la réponse au changement climatique ? Stoddard *et al.* affirment que l'échec généralisé des sociétés industrielles et modernes à imaginer des modes de vie

---

<sup>14</sup> Il semblerait que la seule référence à l'héritage culturel dans l'Accord de Paris soit la disposition figurant à l'article 7.5 qui établit que les actions d'adaptation doivent être s'inspirer « selon qu'il convient », des « connaissances traditionnelles, du savoir des peuples autochtones et des systèmes de connaissances locaux ».

<sup>15</sup> Voir par exemple : [Consortium APAC. 2021. Territoires de vie : Rapport 2021. Consortium APAC : international.](#) (« Les contributions importantes des Peuples Autochtones et des communautés locales à la santé de la planète sont ancrées dans leurs cultures et leurs terres et territoires collectifs, et sont essentiellement les relations profondes entre leurs identités, leurs systèmes de gouvernance et les autres espèces et êtres spirituels avec lesquels ils coexistent. Ainsi, ils contribuent également de manière significative au patrimoine culturel, linguistique, matériel et immatériel mondial. »)

<sup>16</sup> Annie Sneed, « [What Conservation Efforts Can Learn from Indigenous Communities](#) », *Scientific American*, 29 mai 2019, consulté le 20 février 2022.

---

souhaitables qui ne soient pas liés à l'économie du carbone a été déterminant dans la persistance des approches actuelles de maintien du statu quo. Trois dimensions de la culture et du patrimoine sont sans doute les mieux à même d'aider à démanteler la « monoculture épistémologique » dont ils estiment qu'elle a « appauvri la capacité collective mondiale à imaginer et concrétiser des modes de vie non dépendants de l'exploitation des personnes et des ressources naturelles. »<sup>17</sup> Celles-ci sont :

- Les connaissances traditionnelles antérieures (ou qui ont fonctionné indépendamment) à une époque de développement économique fondé sur la combustion des énergies fossiles et l'aménagement extractif des sols, peuvent ouvrir la voie à un mode de vie post-carbone à grande échelle.
- Les populations autochtones et les communautés locales ont des visions du monde et des interprétations endogènes du développement qui transcendent les approches modernes de type « prendre, produire, jeter ». « Celles-ci en confluence avec nombre de lieux de résistance de longue date et l'émergence de perspectives en contrepoint de la modernisation offrent des ouvertures vers un imaginaire social enrichi. »<sup>18</sup>
- Des outils artistiques et imaginatifs permettent un examen approfondi des hypothèses et des désirs hérités qui ont le potentiel de « réinterpréter de manière transformatrice le paysage carbone actuel et les mentalités qui l'accompagnent ». <sup>19</sup>

Comment les politiques culturelles et les institutions culturelles priorisent-elles et soutiennent-elles ces éléments ? Ceci peut-il être fait au sein des infrastructures culturelles existantes tout en atteignant les niveaux de contestation, impact et urgence requis par la crise climatique ? Les connaissances traditionnelles et autochtones font souvent partie de systèmes sociaux et politiques complexes. Le maintien des fondements spirituels et relationnels holistiques peut se révéler essentiel à leur perpétuation. Comment les institutions culturelles, dont nombre sont imprégnées de traditions ethnographiques, coloniales, peuvent-elles éviter les approches extractrices des connaissances traditionnelles ?<sup>20</sup>

Et qu'en est-il des pratiques et de l'héritage culturels qui sont liés aux causes de l'urgence climatique ? Comment les défenseuses, les administratrices et les professionnelles de la culture et du patrimoine formulent-elles une théorie cohérente de quelle culture fait partie de la réponse au changement climatique, quelle culture contribue aux causes du changement climatique, de comment peut-on faire la différence entre les deux, de comment les politiques culturelles se proposent de faire avancer l'une tout en luttant contre l'autre ?

Ceci a en partie à voir avec ce que la philosophe belge des sciences Isabel Stengers a appelé « la crainte de la régression »<sup>21</sup> – une crainte qu'« il y ait des choses dans notre héritage auxquelles nous ne devons pas renoncer ». Elle demande : peut-on abandonner sans nostalgie « l'héritage d'un 19<sup>ème</sup> siècle ébloui par les progrès de la science et de la technologie ? » Ne serons-nous pas accusés

---

<sup>17</sup> Stoddard et al., cf. note 5.

<sup>18</sup> Id.

<sup>19</sup> Id.

<sup>20</sup> Voir Potts, cf. note 1, page 18. Un test proposé est le cadre Complice-pas-Allié, qui appelle à véritablement céder le capital matériel et professionnel aux peuples autochtones. Valerie Bondura, « [Fear, Contradiction, and Coloniality in Settler Archaeology](#) », *Anthropology Now*, 12:3 (2020): 146-155, s'appuyant sur Indigenous Action, « [Accomplices Not Allies: Abolishing the Ally Industrial Complex](#) », 4 mai 2014, consulté le 20 février 2022.

<sup>21</sup> Isabelle Stengers, In *Catastrophic Times: Resisting the Coming Barbarism*, trad. Andrew Goffey (Open Humanities Press, en collaboration avec meson press, 2015), p.107-108. [Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient, Éditions LA DÉCOUVERTE, Paris, France, 2009.

---

« d'inciter à la trahison de ce à quoi il nous faut rester fidèles ? »<sup>22</sup>

Ces questions ne sont pas nouvelles, même pour le monde de la préservation du patrimoine, bien que la rapidité dont il faille faire preuve pour les aborder le soit. La gestion de l'héritage est un processus de gestion du changement, exemple en est l'héritage de l'esclavage. En effet, dans le monde entier, les débats font toujours rage sur la façon dont aborder à la fois héritages matériels (les monuments aux esclavagistes, par ex.) et immatériels de l'esclavage.

Les réponses des spécialistes et professionnel·les de la culture ont visé à

« forger un lien étroit entre l'exigence éthique de la préservation de la mémoire de la traite négrière, que les historien·nes considèrent désormais comme la "plus grande tragédie de l'histoire de l'humanité de par son envergure et sa durée" et les exigences actuelles du développement économique et social », en soulignant la nécessité d'aborder les « causes et méthodes profondément enracinées de la traite négrière aux côtés des conséquences et interactions culturelles qu'elle a déclenchées sur et entre les continents et régions concernées. »<sup>23</sup>

Les méthodologies mises au point pour documenter les traditions esclavagistes et interpréter et contextualiser les lieux de notre paysage qu'elles ont marqués, ainsi que les approches de l'autre « héritage toxique »<sup>24</sup> peuvent-elles être appliquées dans le cas des pétrocultures ?

En définitive, comment les acteurs culturels aident les sociétés à transcender les pétrocultures présentes dans les pays industrialisés, avec leurs économies extractrices, du « prendre-produire-jeter », et à contextualiser et interpréter l'héritage des paysages carbonés qu'elles ont engrangés ? Comment les institutions culturelles peuvent-elles être complices ou même juste des alliées dans la résistance des communautés locales et des peuples autochtones face aux modèles extractifs de gouvernance et de vie ? Comment peuvent-elles encourager les méthodes traditionnelles et autochtones à être des perspectives en contrepoint des modèles non durables de « progrès » ?

---

Il faudra trouver une réponse à ces questions importantes si l'on veut que les politiques culturelles aident à relever les défis mondiaux du 21<sup>ème</sup> siècle.

---

<sup>22</sup> Id. pag. 58.

<sup>23</sup> Organisation mondiale du tourisme (1995), [Déclaration d'Accra sur le programme culturel « La Route de l'esclave » de l'OMT et de l'UNESCO. Déclarations de l'OMT](#), volume 5, numéro 2, OMT, Madrid, DOI.

<sup>24</sup> « [Toxic Heritage Collaborative research](#) », Toxic Heritage, consulté le 20 février 2022.